

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

-----  
SECRETARIAT GENERAL DU  
GOUVERNEMENT  
-----

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail \* Progrès  
-----

**DECRET N° 98-164 du 12 mai 1998  
portant attributions et organisation de l'inspection  
générale de l'enseignement technique et de la  
formation professionnelle**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu l'Acte Fondamental ;

Vu le décret n° 002-97 du 2 novembre 1997 tel que modifié par le décret n° 98-5 du 20 janvier 1998 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

**DECRETE :**

**TITRE I : DES ATTRIBUTIONS**

**Article premier :** L'inspection générale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'inspection et de contrôle.

Elle est chargée, notamment, de :

- coordonner les activités des divisions ;
- assurer le contrôle de la conformité et de l'efficacité de l'encadrement à tous les niveaux de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- veiller au bon fonctionnement des services ;
- faire des analyses et des suggestions en vue de réaliser les objectifs définis par le Gouvernement dans les domaines de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

## **TITRE II : DE L'ORGANISATION**

**Article 2.** L'inspection générale est dirigée et animée par un inspecteur général qui a rang de directeur général.

**Article 3.** L'inspection générale, outre le secrétariat de direction, comprend :

- l'inspection du contrôle pédagogique ;
- l'inspection du contrôle administratif, financier et matériel.

### **Chapitre I : Du secrétariat de direction**

**Article 4.** Le secrétariat de direction est dirigé et animé par chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat, notamment, de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la saisie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

### **Chapitre II : De l'inspection du contrôle pédagogique**

**Article 5.** L'inspection du contrôle pédagogique est dirigée et animée par un inspecteur qui a rang de directeur central.

Elle est chargée, notamment, de :

- participer à la conception des supports didactiques ;
- organiser le contrôle de l'encadrement pédagogique ;
- analyser et évaluer les programmes, les méthodes et les techniques pédagogiques et en contrôler le suivi ;
- analyser et évaluer les rapports d'inspection pédagogique des établissements, des directions centrales et régionales ;
- participer à l'élaboration et à l'exécution des plans de formation des personnels d'encadrement pédagogique ;
- participer à la promotion de la formation initiale, de concert avec les écoles de formation ;
- organiser le perfectionnement et le recyclage des agents en cours d'activité.

- Article 6** .- L'inspection du contrôle pédagogique comprend :
- la division de l'évaluation des programmes et des méthodes ;
  - la division de l'inspection pédagogique.

### **Chapitre III : De l'inspection du contrôle administratif, financier et matériel**

**Article 7** .- L'inspection du contrôle administratif, financier et matériel est dirigée et animée par un inspecteur qui a rang de directeur central. Elle est chargée, notamment, de :

- assurer le contrôle, aux plans administratif et financier, des personnels et des services à tous les niveaux de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- assurer le contrôle de la gestion du patrimoine du ministère à tous les niveaux ;
- analyser et évaluer les rapports administratifs en provenance des établissements scolaires, des directions régionales et centrales ;
- participer à l'élaboration et à l'exécution des plans de formation des personnels administratifs ;
- organiser le perfectionnement et le recyclage des agents en cours d'activités.

**Article 8.-** L'inspection du contrôle administratif, financier et matériel comprend :

- la division du contrôle administratif ;
- la division du contrôle financier et matériel.

### **TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 9** .- Les attributions et l'organisation des divisions et des bureaux sont fixées par arrêté du ministre.

**Article 10** .- Chaque division dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

**Article 11** .- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 12 Mai 1998

**Le Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO**

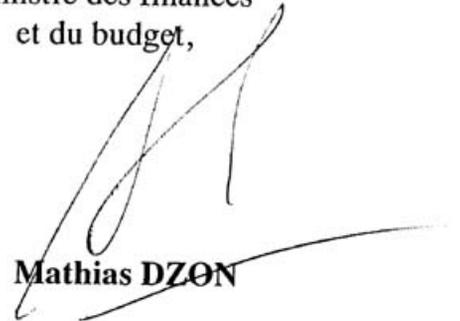
Par le Président de la République,

le ministre de l'enseignement technique et  
de la formation professionnelle,



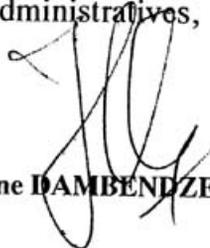
**André OKOMBI SALISSA**

le ministre des finances  
et du budget,



**Mathias DZON**

le ministre de la fonction publique et des  
réformes administratives,



**Jeanne DAMBENZET**